



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.74
20 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 14 c) de l'ordre du jour

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS :
EXODES MASSIFS ET PERSONNES DÉPLACÉES

Afghanistan*, Afrique du Sud, Albanie*, Allemagne, Angola*, Arménie*, Australie*,
Autriche*, Azerbaïdjan*, Belgique, Bosnie-Herzégovine*, Bulgarie*, Canada, Chypre*,
Costa Rica, Danemark*, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande*, Géorgie*, Grèce*,
Hongrie*, Irlande*, Islande, Italie, Liechtenstein*, Lituanie*, Luxembourg, Malte*,
Mexique, Norvège, Pays-Bas*, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo,
Slovaquie*, Slovénie*, Suède*, Suisse* et Thaïlande : projet de résolution

2001/... Personnes déplacées dans leur propre pays

La Commission des droits de l'homme,

Profondément troublée par la situation alarmante créée par l'existence d'un nombre élevé de personnes déplacées dans leur propre pays, partout dans le monde, qui reçoivent une protection et une assistance insuffisantes, et consciente des graves difficultés qui en résultent pour la communauté internationale,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Consciente de la dimension relative aux droits de l'homme et de la dimension humanitaire du problème des personnes déplacées dans leur propre pays, et de la responsabilité qui incombe à cet égard aux États et à la communauté internationale d'étudier les méthodes et les moyens permettant de mieux répondre à leurs besoins de protection et d'assistance,

Rappelant les normes pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés, et considérant que la protection des personnes déplacées dans leur propre pays a été renforcée du fait que leurs droits spécifiques à une protection ont été définis, réaffirmés et regroupés, en particulier dans les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe),

Rappelant également ses résolutions antérieures pertinentes, notamment sa résolution 2000/53 du 25 avril 2000, et la résolution 54/167 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, concernant la nécessité d'élaborer des stratégies globales pour faire face au problème des personnes déplacées dans leur propre pays,

Rappelant en outre la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 13 janvier 2000 (S/PRST/2000/1), dans laquelle il soulignait que les autorités nationales ont la responsabilité principale de fournir une protection et une aide aux personnes déplacées qui relèvent de leur juridiction,

Notant que la communauté internationale est de plus en plus consciente du problème des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dans le monde entier, et de l'urgence qu'il y a à s'attaquer aux causes profondes du phénomène et à trouver des solutions durables, notamment le rapatriement librement consenti, dans la sécurité et la dignité, ou l'intégration sur place,

Notant avec satisfaction la tâche accomplie par le Représentant du Secrétaire général, qui consiste à élaborer un cadre normatif, notamment en compilant et analysant des normes juridiques et en mettant au point des principes directeurs, à analyser des mécanismes

institutionnels, à établir un dialogue avec les gouvernements, et à publier une série de rapports décrivant la situation dans certains pays et proposant des mesures correctives,

Se félicitant de la coopération qui s'est instaurée entre le Représentant du Secrétaire général et l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres organisations internationales et régionales, en particulier de la participation du Représentant du Secrétaire général aux réunions du Comité permanent interorganisations et de ses organes subsidiaires, et encourageant le renforcement de cette collaboration en vue d'améliorer les stratégies d'assistance, de protection et de développement en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Représentant du Secrétaire général, chargé d'examiner la question des personnes déplacées dans leur propre pays (E/CN.4/2001/5 et Add.1 à 3);
2. *Rend hommage* au Représentant du Secrétaire général pour l'action menée jusqu'ici malgré les faibles ressources dont il dispose, et pour le rôle de catalyseur qu'il continue de jouer afin de sensibiliser davantage l'opinion au sort des personnes déplacées dans leur propre pays;
3. *Rend également hommage* aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni une assistance et une protection aux personnes déplacées dans leur propre pays et ont appuyé le Représentant du Secrétaire général dans sa tâche;
4. *Félicite* le Représentant du Secrétaire général pour ses efforts en vue de promouvoir une stratégie globale axée sur la prévention ainsi que sur l'amélioration de la protection, de l'assistance et du développement au profit des personnes déplacées dans leur propre pays;
5. *Encourage* le Représentant du Secrétaire général à poursuivre, grâce à un dialogue continu avec les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressés, son analyse des causes du déplacement de personnes dans leur propre pays, des besoins de ces personnes, des mesures préventives et des moyens de leur offrir une protection et une assistance accrues ainsi que de meilleures solutions, en tenant compte des situations spécifiques, et à donner des informations sur ces questions dans les rapports qu'il soumet à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale;

6. *Se félicite* que le Représentant du Secrétaire général ait utilisé les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays dans son dialogue avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et lui demande de poursuivre ses efforts à cet égard;

7. *Note avec satisfaction* qu'un nombre croissant d'États, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et non gouvernementales utilisent les Principes directeurs dans leurs travaux, encourage leur diffusion et leur application, se félicite de leur diffusion et de leur promotion lors des séminaires sur les personnes déplacées, organisés au niveau régional et à d'autres niveaux, et encourage le Représentant du Secrétaire général à continuer de susciter ou d'appuyer de tels séminaires, en consultation avec les organisations régionales, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres institutions compétentes;

8. *Se félicite* de l'attention particulière accordée par le Représentant du Secrétaire général aux besoins spécifiques d'assistance, de protection et de développement des femmes et des enfants déplacés dans leur propre pays, et de sa volonté d'accorder une attention plus systématique et approfondie aux femmes, aux enfants et aux autres groupes ayant des besoins spécifiques, ainsi qu'aux stratégies visant à y répondre;

9. *Remercie* les gouvernements qui ont invité le Représentant du Secrétaire général à se rendre dans leur pays, et les encourage à donner suite à ses recommandations et suggestions et à l'informer des mesures prises en conséquence;

10. *Engage* tous les gouvernements à faciliter les activités du Représentant du Secrétaire général, en particulier les gouvernements des pays où existent des situations de déplacement interne et qui n'ont pas encore adressé d'invitation au Représentant ni répondu de manière positive à ses demandes d'information;

11. *Engage également* les gouvernements à fournir protection et assistance aux personnes déplacées dans leur propre pays, notamment une aide à la réintégration et au développement, et à faciliter l'action menée dans ce sens par les organismes des Nations Unies compétents et les organisations humanitaires, en particulier en améliorant encore l'accès à ces personnes;

12. *Souligne* qu'il importe que les gouvernements ainsi que les entités concernées du système des Nations Unies participant au Comité permanent interorganisations donnent une suite appropriée aux recommandations du Représentant du Secrétaire général, notamment au niveau national;

13. *Souligne également* la nécessité de renforcer encore les arrangements interorganisations et la capacité des organismes des Nations Unies compétents, afin de faire face au défi humanitaire majeur que représente le déplacement à l'intérieur des pays et engage les États à fournir des ressources suffisantes pour les programmes visant à apporter une aide et une protection aux personnes déplacées dans leur propre pays;

14. *Encourage* le Représentant du Secrétaire général, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale pour les migrations, le Comité international de la Croix-Rouge et tous les autres organismes d'aide humanitaire et de développement compétents, y compris les organisations non gouvernementales, à accroître encore leur collaboration et coopération;

15. *Note avec satisfaction* l'attention accrue accordée, dans les procédures d'appel global interinstitutions, aux personnes déplacées dans leur propre pays et encourage à redoubler d'efforts pour mieux prendre en compte les besoins en matière de protection et d'assistance de ces personnes dans les appels globaux;

16. *Se félicite* de l'établissement de la base de données mondiale sur les personnes déplacées dans leur propre pays, comme l'avait recommandé le Représentant du Secrétaire général, et encourage les membres du Comité permanent interorganisations et les gouvernements à continuer de collaborer à cette initiative et de l'appuyer, notamment en lui allouant des ressources financières;

17. *Se félicite également* des initiatives prises par des organisations régionales, telles que l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des États américains et l'Organisation pour la

sécurité et la coopération en Europe, pour répondre aux besoins d'assistance, de protection et de développement des personnes déplacées dans leur propre pays, et encourage ces organisations à renforcer leurs activités et leur coopération avec le Représentant du Secrétaire général;

18. *Se félicite en outre* de l'attention accordée par les rapporteurs spéciaux, les groupes de travail, les experts et les organes conventionnels compétents aux questions liées au déplacement interne, et les engage à continuer de s'informer des situations qui ont déjà provoqué ou pourraient provoquer des déplacements internes, à inclure dans leurs rapports des renseignements et des recommandations à ce sujet et à les communiquer au Représentant du Secrétaire général;

19. *Invite* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à continuer d'élaborer, en coopération avec les gouvernements, les organisations internationales compétentes et le Représentant du Secrétaire général, des projets en vue de promouvoir les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique, et à donner dans son rapport à la Commission des informations sur l'exécution de ces projets;

20. *Décide* de reconduire pour trois ans supplémentaires le mandat du Représentant du Secrétaire général;

21. *Prie* le Secrétaire général de fournir à son Représentant, dans les limites des ressources disponibles, toute l'aide dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat, et encourage le Représentant du Secrétaire général à continuer de s'efforcer d'obtenir le concours des États et des organisations et institutions compétentes afin de donner à son action une assise plus solide;

22. *Prie* le Représentant du Secrétaire général de continuer de faire rapport à l'Assemblée générale et à la Commission sur les activités qu'il mène;

23. *Décide* de poursuivre l'examen de la question des déplacements internes de populations à sa cinquante-huitième session;

24. *Recommande* au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

"Le Conseil économique et social, prenant acte de la résolution 2001/... de la Commission des droits de l'homme, en date du ... avril 2001, fait sienne la décision de la Commission de reconduire pour trois années supplémentaires le mandat du Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays."
